

Description de la méthode pour le graphique *smartspider*

Calcul et interprétation des *smartspiders*

À côté du calcul des proximités politiques des utilisateurs/-trices avec celles des partis et candidat(e)s aux élections d'octobre 2018, le portail *smartwielen* propose des analyses graphiques des positionnements politiques. Une de ces analyses graphiques est nommée *smartspider* (voir la figure 1).

Le graphique *smartspider* exprime l'intensité des attitudes et des positionnements politiques des candidats en se basant sur des axes thématiques. Pour chaque domaine politique, un score entre 0 et 100 points peut être attribué. 100 points signifie une forte approbation au but formulé, alors que 0 point ne signifie aucun accord avec celui-ci.

Avant d'entrer dans les détails du calcul du *smartspider*, les points suivants sont à prendre en considération:

- Il faut noter que dans les analyses graphiques, seule une partie des questions du questionnaire *smartwielen* est prise en compte. **Certaines questions ne peuvent pas être liées à l'un des six axes définis.** C'est pourquoi les *smartspiders* doivent toujours être considérés comme des **analyses partielles et simplificatrices.**
- Le *smartspider* **ne présente pas le calcul des proximités politiques (classement en %) avec les partis et candidat(e)s**, mais visualise sous une autre forme le positionnement d'un(e) candidat(e)/ d'un parti et le vôtre. Il ne prend pas en considération toutes les questions (voir affectation des questions).
- Pour chaque élection, *smartwielen* élabore un nouveau questionnaire. La base de données pour le calcul du *smartspider* change donc d'élection en élection. C'est pourquoi une comparaison directe des *smartspiders* de 2013 avec ceux de 2009 pour un même parti ou candidat(e) n'est ni admissible, ni significative d'un point de vue méthodologique.

Les axes des *smartspiders*

Le *smartspider* développé à l'occasion des élections législatives au Grand-Duché de Luxembourg comporte six axes. Ces axes sont orientés sur des domaines de politiques qui définissent en arrière-fond le champ politique luxembourgeois. En un coup d'œil le *smartspider* résume les positions sur des domaines politiques.

Les axes et les thématiques politiques correspondantes sont les suivantes :

1. Universalisme

L'**universalisme** relève de l'ensemble des attitudes et des valeurs qui considèrent que des droits, des devoirs et des normes sont partagés par tous les Hommes indépendamment du contexte culturel, économique, politique et social. L'universalisme suppose que la société tend à l'harmonie à partir du moment où sont garantis l'échange, l'égalité de traitement et les libertés fondamentales. L'universalisme tend aussi à imaginer des systèmes de gouvernance de plus en plus intégrés et incluant un maximum d'acteurs. C'est en cela que l'universalisme est généralement souvent associé à une plus vaste participation démocratique. Parmi les exemples de législations universalistes, on notera par exemple l'extension des droits politiques depuis le XIX^{ème} siècle, la dissociation progressive de la nationalité de la citoyenneté, l'extension de l'utilisation des référendums.

2. Libéralisme économique

Le **libéralisme économique** est l'ensemble des attitudes et des valeurs qui consacrent le travail, la propriété, la liberté d'appropriation et la croissance comme les moteurs essentiels pour assurer l'équilibre et le bonheur d'une société. L'agent de régulation n'est pas l'État ou toute autre institution publique, mais le marché lui-même composé d'individus et d'entreprises acceptant librement de contractualiser leurs rapports. Depuis le début des années 80, le libéralisme économique est considéré aussi comme l'ensemble des politiques publiques qui ont été mises en place principalement par l'administration de R. Reagan aux États-Unis et par les gouvernements de B. Mulroney et de Lady M. Thatcher au Canada et au Royaume-Uni visant à proposer une « alternative » à l'État-providence supposé « en crise ». Parmi les politiques publiques du libéralisme économique, on notera l'équilibre budgétaire de l'État assuré par la loi ou la Constitution, la libéralisation ou la privatisation de l'ensemble des mécanismes ou des agents économiques dans le domaine des transports, de l'intermédiation bancaire, etc. la libéralisation des échanges économiques au niveau européen et au niveau mondial à travers l'Organisation Mondiale du Commerce.

3. Droit & ordre public

Le **droit et l'ordre public** relèvent de l'ensemble des attitudes et des valeurs qui estiment que la protection des biens et des personnes et le respect de la Loi et de l'Autorité sont fondamentaux pour le bon fonctionnement d'une société. Il s'agit en l'occurrence d'identifier et de juguler les formes de criminalité contemporaines, les « déviances », les expressions du terrorisme et les actes de violence ou de dégradation envers les biens publics et privés en recourant notamment à tout l'appareil répressif policier et judiciaire à disposition dans un État de droit. Le caractère répressif est privilégié par rapport au caractère préventif. L'État doit toujours avoir l'exercice du monopole de la violence. Au-delà du caractère sécuritaire, ce type d'attitudes souhaite restaurer les principes d'autorité dans la famille, à l'école ou bien encore au niveau des pouvoirs publics qui supposément auraient été ébranlés et « défaits » par le libéralisme culturel initié dans les années 60 par toutes les

démocraties occidentales. Parmi les législations sécuritaires, on notera par exemple l'abaissement de l'âge pour l'incarcération des jeunes délinquants, la multiplication des caméras de surveillance ou bien encore le renforcement de la durée des peines incompressibles notamment pour les actes de terrorisme et les agressions à caractère sexuel.

4. Traditionalisme

Le **traditionalisme** sous-tend l'ensemble des attitudes et des valeurs qui évaluent l'harmonie d'une société à partir du moment où les Hommes qui la composent acceptent de reconnaître que leur souveraineté et leur liberté d'action sont limitées par des principes supérieurs, et pour certains immuables, qui les dépassent. L'innovation est rendue possible et acceptable dans le respect de certains us et coutumes et si son caractère de « bien » est reconnu « supérieur » à l'existant et à l'héritage. Le traditionalisme insiste sur la nécessité de la religion, de la solidarité, de la communauté culturelle d'origine, de l'éthique au moment de l'adoption de législations se rapportant à la vie, aux questions économiques ou bien encore aux relations internationales. Parmi les législations traditionalistes, on notera par exemple la création des comités d'éthique dans chacun des États membres de l'Union, les incitations fiscales pour les placements éthiques et socialement responsables ou bien encore la définition constitutionnelle du mariage composé d'un homme et d'une femme.

5. État social

L'**État social** se réfère à l'ensemble des attitudes et des valeurs qui considèrent que pour garantir l'égalité entre les Hommes il est indispensable que l'État, en plus des attributs de souveraineté, de justice et de sécurité, exerce une fonction régulatrice en économie et réparatrice dans le domaine social. Les politiques publiques mises en pratique par l'État social ont un caractère providentiel, c'est-à-dire de soutien et de régulation, principalement dans les domaines de la culture, de l'éducation, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la santé, du travail et de l'économie. Parmi les législations de l'État social, on notera la mise en place d'un revenu minimum garanti, les allocations familiales ou bien encore la limitation de la durée du temps de travail.

6. Protection de l'environnement

La **protection de l'environnement** se réfère à l'ensemble des attitudes et des valeurs qui estiment que le développement culturel, économique et social ne peut faire abstraction de l'état et de la transformation de la nature par l'action des sociétés humaines. Il s'agit de penser non seulement à des mesures de préservation de la nature mais aussi d'assurer un développement qualifié de « durable » dans la mesure où il serait moins dispendieux en termes de ressources naturelles et surtout moins polluant. La protection de l'environnement implique également de manière individuelle (ou en groupe) d'autres modes de consommation notamment en termes de transport ou d'alimentation, la recherche d'une qualité de vie dont le pouvoir d'achat et des attitudes consuméristes ne seraient plus les attributs essentiels. La protection de l'environnement peut s'accompagner d'un discours de décroissance économique et de recherche de la mise en pratique de l'écologie sociale stipulant développement durable, droits sociaux universels et échange « équitable ». Parmi les législations environnementales, on notera par exemple les mesures incitatives fiscales pour le développement des énergies renouvelables et l'amélioration d'isolation des logements ou bien encore l'augmentation des taxes sur les énergies polluantes.

Une liste détaillée des questions prises en considération pour les différentes dimensions est disponible dans le document « Affectation des questions au smartspider ».

Le calcul des axes du *smartspider*

Le calcul des valeurs du *smartspider* est réalisé en fonction des réponses aux questions du questionnaire *smartwielen*. L'approbation est calculée respectivement pour les six axes du *smartspider*. Les points des réponses sont classés comme suit (tableau 1):

Tableau 1 – Valeurs numériques des options de réponses

Question standard:	
Réponse	Valeur
„Oui“	100
„Plutôt oui“	75
„Plutôt non“	25
„Non“	0

Il peut cependant y avoir des questions auxquelles on doit répondre négativement (pas d'accord ou pas du tout d'accord) afin d'être en concordance avec le but formulé sur l'axe du *smartspider*. Les réponses à de telles questions sont inversées, c'est-à-dire qu'elles recevront les valeurs suivantes (tableau 2):

Tableau 2 – Valeurs numériques des options de réponses (inversées)

Question standard:	
Réponse	Valeur
„Oui“	0
„Plutôt oui“	25
„Plutôt non“	75
„Non“	100

L'approbation maximale possible pour chaque axe est calculée. La valeur d'approbation maximale s'obtient en multipliant le nombre de questions se rapportant à un axe par le score maximum possible par question. Si, par exemple, six questions sont classées comme relatives à l'un des axes du *smartspider*, l'approbation maximale possible pour cet axe est de 600 points (6*100 points).

Ensuite, l'approbation réelle est calculée en additionnant les valeurs de chaque réponse correspondant à l'axe en question.

Enfin, les valeurs d'approbation réelle sont exprimées en pourcentage de l'approbation maximale possible et sont rapportées sur l'axe du *smartspider*.

Description de la méthode pour le *smartmap*

Le graphique *smartmap* est une représentation graphique des positions politiques des candidats ou partis sous forme d'une carte à deux dimensions. Le graphique est basé sur les réponses des candidats aux questions qui correspondent aux axes :

- L'axe horizontal (axe x) représente les questions qui correspondent à la dimensions gauche-droite. Il s'agit de questions sur le rôle de l'État et du marché dans le domaine économique, sur la propriété privée, sur la redistribution de la richesse ainsi que sur certaines questions écologiques.
- L'axe vertical (y) représente les thématiques culturelles et sociétales. L'axe montre les différences entre les vues conservatrice et libérale.

La liste des questions utilisées pour chaque axe est disponible dans le document « Affectation des questions au *smartmap* ».

Le calcul des positions sur le *smartmap* se fait selon la même méthode que pour le *smartspider*.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter info@smartwielen.lu.